

## Le Komintern et les sociétés africaines ou les sociétés africaines et le komintern : des rencontres inachevées ?

« Toute histoire, même celle des fragments, est une histoire qui s'inscrit implicitement dans l'universel »,  
Christopher Baily, *La naissance du monde moderne (1870-1914)*, Paris, L'Atelier, 2009, p. 29.

« Camarades, la crise en Afrique est très grave. Des masses entières de Noirs sont sans ressources, ils n'ont rien. Des masses entières de Noirs cherchent aujourd'hui un moyen de sortir de la position dans laquelle les impérialistes les ont mis. C'est pour cette raison que nous avons de merveilleuses possibilités en Afrique. C'est pourquoi nous voyons des organisations naître en Afrique, et les impérialistes tentent d'endiguer cette marée de révolte des masses laborieuses noires en Afrique par la terreur blanche. (...) Comme je l'ai dit, c'est pour cette raison que le Secours Rouge apparaît comme une lumière, une inspiration qui pourra montrer aux masses noires que dans leur lutte elles ne sont pas seules, qu'elles ont des alliés dans diverses parties du monde, et qu'elles peuvent être sûres de recevoir le soutien de ces personnes ». Discours d'Albert Nzula au Congrès mondial du Secours Rouge international, 18 novembre 1932.

RGASPI, 539/1/13/136-41 [cité dans Apollon Davidson, Irina Filatova, Valentin Gorodnov, Sheridan Johns (eds.), *South Africa and the Communist International: a Documentary History Volume 2: Bolshevik Footsoldiers to Victims of Bolshevisation (1931-1939)*, London, Frank Cass, 2003, p. 63-65].

Le tournant lié à l'histoire mondiale ou histoire globale invite à revisiter l'histoire du Komintern comme le proposait il y a peu le numéro spécial de la revue *Monde(s)* coordonné par Sabine Dullin et Brigitte Studer intitulé « Communisme + transnational. L'équation retrouvée de l'internationalisme au premier XX<sup>e</sup> siècle »<sup>1</sup>. Il s'agit de prolonger, amplifier, cette démarche, mais aussi parfois revisiter avec des chemins décalés, voire des chemins de traverses car des éléments restent des points aveugles ou des angles morts de la recherche. Ainsi, ce mouvement « s'inscrit dans le cadre plus général de l'histoire globale ou mondiale, à l'instar de l'histoire internationale plus traditionnelle consacrée aux relations interétatiques et diplomatiques »<sup>2</sup>, cette histoire transnationale du communisme conduit alors à étudier « tous les flux de personnes, d'objets, d'idées, de textes et de services qui circulent entre les États, éventuellement en dépit et en-deçà d'eux. Elle postule aussi que les idées se transforment en circulant, en particulier par l'opération fondamentale de la traduction » et Romain Ducoulombier, comme d'autres, rappelle avec force que « l'histoire du mouvement ouvrier français appartient certainement à sa préhistoire. Il est tout aussi certain que cette manière de faire de l'histoire est en fait le résultat d'une démarche hybride, à la confluence entre histoire des transferts, histoire comparée et histoire croisée ».

---

<sup>1</sup> Sabine Dullin, Brigitte Studer, « Communisme + transnational. L'équation retrouvée de l'internationalisme au premier XX<sup>e</sup> siècle », *Monde(s)*, n°10, 2016.

<sup>2</sup> Romain Ducoulombier, « Introduction », dans Romain Ducoulombier, Jean Vigreux (dir.), *Le PCF, un parti global (1919-1989) : approches transnationales et comparées*, Dijon, EUD, 2019, p. 10.

Pour le dire différemment, cette histoire permet de penser la globalité du phénomène communiste dans une dimension verticale, celle des rapports entre « centre et périphérie », pour reprendre le beau titre de l'ouvrage de Mikhail Narinsky et Jürgen Rojahn<sup>3</sup>. La logique du contrôle est alors prégnante. Il en est de même en fonction de certaines périodes historiques, de certains moments. Toutefois, est-ce seulement l'intervention verticale du Komintern celle d'une chaîne de commandement qui est à l'œuvre ? L'autre bout serait de privilégier une vision horizontale : celle de la circulation, des femmes, des hommes, des symboles, d'un vocabulaire, des traductions, des doctrines politiques afin d'envisager également les hybridations possibles. D'autant que le Parti mondial de la Révolution recherche depuis 1921 d'autres appuis ou foyers révolutionnaires pour lutter contre l'impérialisme, le colonialisme et le capitalisme. Dans cette perspective des circulations ou des sociétés connectées, le colloque de Rome, coordonné entre autres par Françoise Blum, Marco di Maggio, Gabriele Siracusano et Serge Wolikow sur l'Afrique a permis une avancée historiographique importante<sup>4</sup>. En quoi les sociétés africaines et le Komintern caractérisent des rencontres inachevées ? Il est possible d'envisager une réponse en trois temps :

**L'Afrique ou les Afriques dans le parti mondial de la Révolution ?  
Les écoles de formation et la presse spécialisée  
Partis africains, acteurs et mobilisations au temps du Komintern**

## **1. L'Afrique ou les Afriques dans le parti mondial de la Révolution ?**

### **1.1 Résolutions programmatiques et tactiques**

Il s'agit ici de revenir sur l'idéologie ou la doctrine, les résolutions prises par le Komintern et leurs ajustements pratiques ou leur mise à l'épreuve. Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, paru en 1916, Lénine soulignait comment le monde capitaliste des banquiers et des financiers exploitait l'ensemble des peuples du monde entier. Il avait également insisté dès 1913 sur « le réveil de l'Asie », ferment révolutionnaire. Ainsi, après avoir installé le communisme en Russie et fondé la nouvelle internationale, le Komintern, il s'agit là encore de rompre avec le « social-chauvinisme », méprisant les peuples colonisés, mais aussi avec les « internationalistes naïfs » à l'instar de Rosa Luxembourg, qui ne saisit pas suffisamment le fait national.

En 1920, lors du 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste qui fixe les conditions d'adhésion à cette nouvelle organisation, c'est la 8<sup>e</sup> condition qui revient sur la rupture nécessaire : « *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la IIIe Internationale a pour*

---

<sup>3</sup> Mikhail Narinsky and Jürgen Rojahn (ed.), *Center and periphery. The history of the Comintern in the light of New Documents*, Amsterdam, IISH, 1996.

<sup>4</sup> Françoise Blum, Marco Di Maggio, Gabriele Siracusano, Serge Wolikow (dir.), *Les partis communistes occidentaux et l'Afrique, une histoire mineure ?*, Paris, Hémisphères Éditions, 2021.

*devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis à vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les groupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux »<sup>5</sup>.*

Au cours de la discussion de cette thèse, le journaliste John Reed, délégué américain, après avoir reçu l'approbation de Lénine, intervient avec force sur l'oppression raciste aux États-Unis, **liant de fait la question coloniale à la question raciste à l'échelle mondiale**.<sup>6</sup>

Armé de cette résolution, le jeune parti mondial de la Révolution s'emploie à mobiliser contre les formes variées du colonialisme. Qu'en est-il en Afrique ? Comme le souligne justement Serge Wolikow « *il faut distinguer l'Afrique comme continent et le monde africain réel produit du partage colonial qui depuis la conférence de Berlin en 1885 en a fait un continent partagé par les puissances européennes. Ce schéma historique qui reste dominant entre les deux guerres mondiales s'impose au mouvement communiste naissant pour qui l'Afrique n'est pas une entité politique. L'Afrique colonisée avec ses différents territoires reste à la périphérie des premiers débats sur la question coloniale et nationale orientée essentiellement vers l'Asie* ». <sup>7</sup>

Dès lors, on comprend mieux l'emboîtement des conférences, réunions, résolutions variées qui mentionnent avant tout l'Orient. Si Lénine propose de créer de nouveaux foyers d'agitation révolutionnaire au sein des colonies en prenant appui sur les mouvements nationalistes, un Indien Manabendra Nath Roy<sup>8</sup> le conteste sur plusieurs points. Évoquant l'impérialisme capitaliste en Asie, il précise que : « *l'une des sources majeures dont le capitalisme européen tire sa force principale se trouve dans les possessions et dépendances coloniales. (...) C'est en réduisant en esclavage les centaines de millions d'habitants de l'Asie et de l'Afrique que l'impérialisme anglais est arrivé à maintenir jusqu'à présent le prolétariat britannique sous la domination de la bourgeoisie. Le surprofit obtenu par l'exploitation des colonies est le soutien principal du capitalisme contemporain, et aussi longtemps que celui-ci n'aura pas été privé de cette source de surprofit, ce ne sera facile à la classe ouvrière européenne de renverser l'ordre capitaliste* ». <sup>9</sup> Cette analyse des surprofits obtenus à partir des colonies structure sa pensée ; pour lui, le pilier du capitalisme moderne est là, alors que Lénine analyse cette phase comme pré-capitaliste. Au sein de ce débat marxiste, M-N Roy

---

<sup>5</sup> Résolution du II<sup>e</sup> Congrès de l'IC, « Conditions d'admission des partis dans l'internationale communiste », dans *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste, 1919-1923, textes complets*, Paris, Bibliothèque communiste, 1934, réédition en fac-similé, Paris, La Brèche-Selio, 1984, p. 40.

<sup>6</sup> Voir John Riddell, *Workers of the World and Oppressed Peoples, Unite! Proceedings and Documents of the Second Congress, 1920*, New-York, Pathfinder Press, 1991, p. 224-228.

<sup>7</sup> Serge Wolikow, « Quelle place pour l'Afrique dans la politique du Komintern ? », dans Françoise Blum, Marco Di Maggio, Gabriele Siracusano, Serge Wolikow (dir.), *op. cit.*, p. 26.

<sup>8</sup> Voir Jean Vigreux, « Manabendra Nath Roy (1887-1954), "représentant des Indes britanniques" au Komintern ou la critique de l'impérialisme britannique », *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique, Conflits et conflictualité dans le monde britannique 1815-1931*, n°111, 2010, p. 81-95.

<sup>9</sup> RGASPI 489/1/6 : deuxième Congrès de l'IC, (Moscou, 19 juillet-7 août 1920).

Voir également « Thèses et additions sur les questions nationale et coloniale » dans *Thèses, manifestes et résolutions adoptées par les I<sup>er</sup>, II<sup>ème</sup>, III<sup>ème</sup> et IV<sup>ème</sup> congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923)*, Paris, Maspéro, 1970, p. 57-60.

insiste sur le fait que « la bourgeoisie coloniale a un rôle réactionnaire », alors que Lénine est prêt à s'allier avec les partis nationalistes, dans une conception élargie du front unique.<sup>10</sup>

L'onde de choc des révolutions russes et les sorties de la Première Guerre mondiale — la phase d'agitation révolutionnaire (1917-1921) — semblent donner raison à M-N Roy à l'échelle globale, même si ce dernier a une interprétation quelque peu décalée du Congrès de Bakou<sup>11</sup> qui a concerné essentiellement les régions musulmanes de la Russie, de l'Asie Centrale et du Caucase, l'Arménie, la Géorgie et les pays limitrophes du Moyen-Orient (des délégations arabe, indienne, chinoise, coréenne y assistèrent, mais elles ne furent pas directement intéressées aux débats). L'heure est à la Révolution mondiale pour Lénine et les bolcheviks, face aux impérialismes qui ont imposé un cordon sanitaire ; les enjeux sont de participer aux soulèvements des colonies ou des peuples exploités. Dans ce contexte, on décide d'un congrès à Bakou, dans le cadre de la question d'Orient. S'adressant aux congressistes, Georges Zinoviev, président du Komintern, en appelle à « la guerre sainte du peuple contre les voleurs et les oppresseurs » impérialistes, ainsi il propose une alliance mondiale entre la révolution prolétarienne et l'émancipation nationale des peuples dominés dans une lutte sans merci contre l'impérialisme et le colonialisme. Le Komintern se veut alors le fer de lance de la lutte contre tous les dominés.

Quelques mois plus tard est fondée l'Université communiste des travailleurs de l'Orient (KUTV) à Moscou sous l'égide du Commissariat aux affaires nationales. Sa mission était de former des cadres communistes aussi bien pour l'Asie et le Caucase soviétiques, que pour tous les pays en dehors de l'Europe. A partir de 1923, cette école est rattachée au Komintern et élargit son horizon à l'Afrique et aux Amériques<sup>12</sup> (*point développé infra*).

Le Komintern affirme dès son origine une ligne anticolonialiste radicale et crée un secrétariat spécifiquement consacré aux questions coloniales qui prend le nom de secrétariat d'Orient. En avril 1922, la publication anglo-saxonne, *The Communist Review*, édite le programme de la **Fraternité africaine du sang** (African Blood Brotherhood-ABB), fondée par le journaliste Cyril Briggs, organisation qui vient de fusionner avec le jeune parti communiste des États-Unis, soulignant de fait d'autres connexions à l'œuvre, invitant à penser une histoire globale du Komintern liée au panafricanisme et à la lutte des descendants des esclaves.



<sup>10</sup> RGASPI 489/1/6 : deuxième Congrès de l'IC, (Moscou, 19 juillet-7 août 1920).

<sup>11</sup> La ville de Bakou, seule ville orientale possédant une certaine expérience révolutionnaire, dont les puits de pétrole sont indispensables à la reconstruction économique de la Russie soviétique, est depuis quelques mois le siège d'un gouvernement azerbaïdjanais bolchevik, sans oublier qu'une République socialiste soviétique persane a été proclamée à Rasht au début de juin 1920.

<sup>12</sup> Voir les travaux de Woodford McClellan, « Africans and Black Americans in the Comintern Schools, 1925-1934 », *The International Journal of African Historical Studies*, 1996, p. 371-390.

Ce programme stipule « *qu'il n'est pas nécessaire que les Noirs puissent adhérer au programme de ces autres mouvements pour faire cause commune avec eux contre l'ennemi commun ; que l'important, en ce qui concerne la Russie soviétique, par exemple, n'est pas les mérites ou les démérites de la forme soviétique du gouvernement, mais le fait remarquable que la Russie soviétique s'oppose aux voleurs impérialistes qui ont partagé notre patrie et asservi nos semblables, et que la Russie soviétique est redoutée par ces nations impérialistes et par tous les pillards capitalistes de la terre, dont nous subissons actuellement la convoitise et l'inhumanité meurtrière dans de nombreux pays* ».

Lors du 4<sup>e</sup> congrès du Komintern, en novembre 1922, la « thèse sur la question nègre » (ou « question noire ») est adoptée par les délégués : elle a été sans doute rédigée par Otto Huiswoud (ou Huiswood)<sup>13</sup>, délégué américain au Congrès.



Otto Huiswoud et Claude McKay à Moscou en 1922 au 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC

Son intervention lors du congrès, le 25 novembre 1922 précise les intentions :

*« Camarades, le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste a reconnu l'importance de la question coloniale pour la révolution mondiale. Des rangs des camarades de l'Est ainsi que de certains camarades des colonies, nous entendons le reproche que peu d'attention a été accordée à cette question et qu'elle n'a pas reçu l'attention qu'elle mérite en tant que composante de la révolution mondiale. La question noire est une autre partie de la question raciale et coloniale, et elle n'a jusqu'à présent fait l'objet d'aucune attention particulière. Je veux dire par là que la Deuxième Internationale n'a pas accordé d'attention particulière à la question noire.*

---

<sup>13</sup> Huiswoud est considéré comme le premier adhérent noir du parti communiste américain. En 1922, il est membre de la délégation américaine au 4<sup>e</sup> congrès du Komintern. Pendant son séjour, il est élu membre honoraire du conseil municipal de Moscou et rencontre Lénine. Huiswoud devient membre du Comité central du Parti communiste des États-Unis, puis entre au Comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC). En 1927, il est admis à l'école léniniste internationale de Moscou (ELI). Lors du 6<sup>e</sup> Congrès du Komintern en 1928, est adoptée la thèse sur la création de républiques soviétiques noires indépendantes aussi bien aux États-Unis qu'en Afrique. Pour lui et d'autres, cette question noire devait être considérée comme une question de classe liée au colonialisme et non comme une question de race. Huiswoud a contesté cette position dans son article intitulé « World Aspects of the Negro Question », publié dans le numéro de février 1930 de *The Communist*.

*Lorsque nous examinons la question noire, nous devrions inclure dans notre analyse les aspects psychologiques de la question. (...) Bien que la question noire soit principalement de nature économique, nous constatons néanmoins que le problème est aggravé et approfondi par les frictions entre les races blanche et noire. Comme on le sait généralement, la question de la race, fondée comme elle l'est sur les préjugés découlant des préjugés de classe de groupes spécifiques de la société, joue toujours un rôle important. Il est vrai qu'aux États-Unis, par exemple, la concurrence entre travailleurs noirs et blancs est la principale source de haine raciale. Mais il ne faut pas oublier que les Noirs portent encore la marque de la servitude issue du temps de l'esclavage. Pour cette raison, nous constatons que l'antagonisme particulier des travailleurs blancs contre les travailleurs noirs prend une forme particulière.*

*Il y a au total environ 150 millions de Noirs dans le monde, dont environ 25 millions vivent dans le Nouveau Monde et le reste en Afrique. (...) L'exploitation des Noirs en Afrique rend possible l'accumulation continue du capital. La classe capitaliste en tant que telle reconnaît l'aide utile apportée par les masses noires. C'est pourquoi il s'est fixé il y a de nombreuses années la tâche d'infecter la population noire avec l'idéologie bourgeoise. Il l'a fait, bien sûr, dans son propre intérêt, et non pour aider les Noirs (...) ». Puis Huiswoud dresse le tableau des organisations noires comme la Fondation Rockefeller, l'Urban League, l'Association nationale pour l'avancement des personnes de couleur [NAACP], qui restent selon lui aux mains des capitalistes. Ensuite, il évoque les organisations « intéressantes » : l'organisation Garvey, et l'African Blood Brotherhood, sans oublier « diverses petites organisations nationalistes en Afrique, comme le mouvement éthiopien, qui trouvent toutes leur inspiration aux États-Unis, le centre des tendances politiques chez les Noirs ». Ces organisations pourraient être des leviers pour les idées communistes, leur propagation, c'est pourquoi il propose d'adopter la thèse sur la question noire.*

Il s'agit au cours de dénoncer l'esclavagisme né, il y a plus de 300 ans, lorsque les « nègres américains ont été arrachés de leur pays natal, l'Afrique, transportés en Amérique où ils ont été l'objet des pires traitements et vendus comme esclaves », mais aussi de se réjouir des luttes présentes de la « race nègre contre le capitalisme et l'impérialisme ». Ainsi le « problème nègre est devenu une question vitale de la révolution mondiale », dans cette optique le Komintern insiste sur le fait que : « le 4<sup>e</sup> Congrès reconnaît la nécessité de soutenir toute forme du mouvement nègre ayant pour but de miner et d'affaiblir le capitalisme ou l'impérialisme, ou d'arrêter sa pénétration. L'Internationale communiste luttera pour assurer aux nègres l'égalité de race, l'égalité politique et sociale. L'internationale communiste utilisera tous les moyens à sa disposition pour amener les syndicats (trade-unions) à admettre les travailleurs nègres dans leurs rangs ; (...) l'Internationale communiste préparera immédiatement un congrès ou une conférence générale des nègres à Moscou ».<sup>14</sup>

Toutefois, cette ligne comporte aussi des contradictions, souvent liées à des cultures euro-péo-centrées : si au 4<sup>e</sup> Congrès de l'IC on insiste à nouveau sur l'anti-impérialisme, il est stipulé que ce travail dépend des partis métropolitains, donc des partis communistes des puissances coloniales suscitant parfois des tensions des remous, comme l'a montré récemment Eloïse Dreure pour l'Algérie<sup>15</sup>.

---

<sup>14</sup> *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste, 1919-1923, textes complets*, Paris, Bibliothèque communiste, 1934, réédition en fac-similé, Paris, La Brèche-Selio, 1984, p. 184-185.

<sup>15</sup> Eloïse Dreure, *Moscou-Paris-Alger, naissance et affirmation du Parti communiste algérien (1920-1939)*, thèse d'histoire contemporaine, Université de Bourgogne-Franche-Comté, soutenue le 30 septembre 2022.

La jeune SFIC en Algérie est doublement subordonnée au Komintern et à Paris. Il n'en demeure pas moins que malgré la répression, les offensives anticoloniales et anti-impérialistes perdurent dans toute l'histoire du Komintern. Face aux répressions variées, il ne faut pas non plus oublier que les mouvements émancipateurs ou révolutionnaires ne sont pas toujours compris par le Komintern, s'appuyant sur les partis communistes occidentaux essentiellement. Lors de la période sectaire du Komintern (1928-1934), liée à la ligne classe contre classe, la question anti-impérialiste redevient la ligne officielle du parti mondial de la révolution et des ses organisations auxiliaires.

Tenu en juillet 1935, le 7<sup>e</sup> et dernier Congrès du Komintern propose une nouvelle ligne politique qui revendique l'antifascisme et qui met en sourdine l'anti-impérialisme, l'anticolonialisme et la révolution. Cette ambivalence conduit à des incompréhensions : comme le souligne Jean Suret-Canale les peuples colonisés, « *ne voyaient guère de différence, en ce qui les concernait, entre les pratiques coloniales et les méthodes et principes du fascisme* »<sup>16</sup>. Ce qui permet de comprendre le désarroi, les désillusions, mais aussi les replis de certains militants face à l'abandon de la lutte anti-impérialiste, alors que parfois, comme dans le Maghreb, avec les suites des mobilisations du moment Front populaire a pu conduire à certains succès.

## 1.2 Komintern et organisations spécialisées

Dans sa structuration, liée au contrôle du Centre de plus en plus affirmé, le Komintern se dote non seulement de 8 secrétariats régionaux en 1928 (pour l'Afrique, il s'agit du **secrétariat des pays orientaux** qui comprend : la Turquie, la Palestine, la Perse, l'Égypte, la Syrie, mais aussi le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, puis la Chine, le Japon, la Mongolie, l'Indonésie, l'Indochine et l'Afghanistan), **sans oublier le secrétariat des pays anglo-américain**<sup>17</sup>, mais aussi des structures auxiliaires comme l'Internationale syndicale Rouge (Profintern), le Secours Ouvrier international, le Secours Rouge international, voire le Conseil paysan international (Krestintern).

Dès lors, il faut composer avec cette imbrication organisationnelle du Komintern et le changement d'échelles doit toujours être appréhendé au mieux dans cette histoire mondiale du communisme. De surcroît, une telle analyse doit aussi composer avec un mouvement de centralisation ou de contrôle du Centre où les révolutions coloniales ne constituent qu'une force d'appoint au mouvement communiste international piloté par la Russie soviétique. Ces chassés croisés sur le temps du Komintern (1919-1943) soulignent aussi les phases de flux et reflux révolutionnaires, sans oublier les replis liés à la diplomatie du Parti-État, l'URSS, qui prend le pas sur le parti mondial de la révolution avec la stalinisation ou la défense du « socialisme dans un seul pays ».

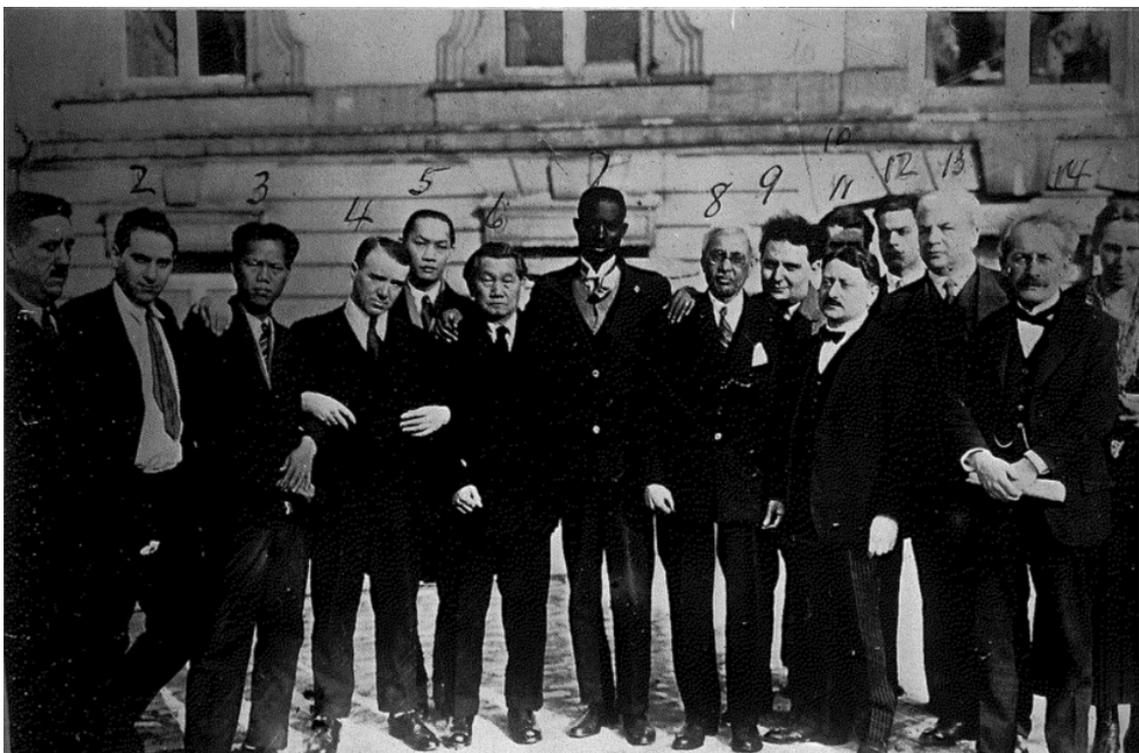
Issue du Congrès contre l'impérialisme et l'oppression coloniale qui s'est tenu à Bruxelles du 10 au 14 février 1927, sous l'initiative entre autres du communiste allemand Willi Münzenberg<sup>18</sup>, secrétaire du Secours ouvrier international, affilié au Komintern, **la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale** ou **Ligue contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale**, caractérise cet effort en Afrique. Le congrès accueillit

<sup>16</sup> Jean Suret-Canale, *Les Groupes d'études communistes (GEC) en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 7.

<sup>17</sup> RGASPI 495/154 et RGASPI 495/72.

<sup>18</sup> Sean McMeekin, *The Red Millionaire. A Political Biography of Willi Münzenberg. Moscow's Secret Propaganda Tsar in the West*, New Haven, Yale University Press, 2003 et surtout Fredrik Petersson, *Willi Münzenberg, the League Against Imperialism, and the Comintern, 1925-1933*, Lewiston, Edwin Mellen Press, 2013.

« 173 délégués, représentant 134 organisations, associations ou partis politiques de 34 pays. Aux côtés des leaders syndicaux et sociaux-démocrates, des bourgeois radicaux, des pacifistes et des intellectuels, on trouvait des délégués des colonies » comme le rappelle Fredrik Petersson<sup>19</sup>. Une **dizaine** de délégués représentait l’Afrique, citons entre autres, Josiah T. Gumede et James La Guma venus d’Afrique du sud pour l’ANC (Congrès national africain) et pour le Parti communiste d’Afrique du Sud (South African Communist Party), l’Algérien Messali Hadj (Etoile nord-africaine), le Kenyan Jomo Kenyatta (Kikuyu Central Association KCA), le Sénégalais Lamine Senghor (PCF). À ce congrès, Messali Hadj réclame : « 1° l’indépendance de l’Algérie ; 2° le retrait des troupes françaises d’occupation ; 3° la constitution d’une armée nationale ; 4° le remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un Parlement algérien élu au suffrage universel » et Lamine Senghor est encore plus clair : « L’oppression impérialiste que nous appelons colonisation et que vous appelez impérialisme ici, c’est la même chose, camarades, tout cela n’est que du capitalisme ». Toutefois, ce dernier malade des suites de ses blessures pendant la Première Guerre mondiale disparaît, conduisant à une lourde perte pour le monde communiste en Afrique.



Deuxième en partant de la gauche Messali Hadj; au centre Lamine Senghor

Cette nouvelle organisation caractérise « la vision de Münzenberg d’une manifestation massive contre le colonialisme et l’impérialisme susceptible d’amener de nouvelles recrues au communisme – une idée en phase avec la politique du Komintern à l’égard des colonies dans les années 1920 »<sup>20</sup>. Dans son entreprise, il rencontre l’appui de M-N Roy qui depuis le

<sup>19</sup> Fredrik Petersson, « La Ligue anti-impérialiste : un espace transnational restreint, 1927-1937 », *Monde(s)*, n°10, 2016, p. 129-150.

<sup>20</sup> Ibid.

printemps 1926 l'assiste pour cette « entreprise phare » du Komintern<sup>21</sup>; M-N Roy avait été nommé responsable d'un bureau pour coordonner l'action anticoloniale au sein du département de l'Orient à Paris.

Toutefois, comme le fait remarquer à juste titre Frederik Petersson, les services secrets britanniques mettent en garde le monde occidental face à cette entreprise de subversion du Komintern. Dans cette prise de conscience du danger communiste, le monde impérial réagit. C'est d'Algérie, quelques mois après cette mise en garde britannique, à Constantine, qu'Albert Sarraut, ministre de l'intérieur lance sa formule « le communisme voilà l'ennemi ! » (22 avril 1927). Dans son discours, Sarraut fustige un programme d'abandon par la France de ses colonies « tracé par une influence étrangère aux affiliés français servilement courbés sous sa loi » réifiant ainsi le thème du « parti de l'étranger », il insiste sur le fait que « le gouvernement ne saurait tolérer ces excitations à la révolution, à la guerre intérieure, à la déchéance nationale ». Dès lors toute activité communiste en Algérie et plus largement en Afrique et dans tout le monde colonial est sévèrement réprimée et invite à considérer aussi l'univers hostile dans lequel évoluent les militants, les cadres, mais aussi les *missi dominici* des PC européens ou du Komintern.

Le 2<sup>e</sup> congrès de cette *Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale* se tient à Francfort-sur-le-Main en juillet 1929. Comme le rappelle Serge Wolikow : « *l'ordre du jour préparé par Münzenberg a été modifié après de vives critiques, le déroulement des travaux y prend un cours très différent du premier congrès puisque y dominent les appels à la lutte revendicative, et surtout la dénonciation conjointe de l'impérialisme et de la trahison réformiste* ». D'une facture plus sectaire, avec une reprise en main du Komintern, c'est pourtant au cours de sa tenue que l'américain James Ford prépare un Congrès international des travailleurs noirs qui voit le jour un an après en juillet 1930 à Hambourg avec George Padmore<sup>22</sup> : 17 délégués représentant 20 000 travailleurs, 7 pays, 11 syndicats différents, 2 centrales syndicales nationales, un parti politique national et 2 organisations non syndicales fondent l'Internationale syndicale des travailleurs noirs (International Trade Union Committee of Negro Workers-ITUCNW)<sup>23</sup>.

L'itinéraire de James Ford mérite d'être explicité : militant syndicaliste communiste afro-américain James W. Ford « est l'un des principaux acteurs mondiaux de l'histoire du communisme de l'entre-deux-guerres dans l'Atlantique noir » selon les mots de son biographe Holger Weiss<sup>24</sup>. Effectivement, James W. Ford permet de connecter Chicago, Moscou, Hambourg tout en « reliant les militants noirs en Afrique, aux Caraïbes, aux États-Unis et en Europe ». D'autre part, il s'emploie à fédérer les luttes et à organiser la contestation radicale contre les formes de dominations impérialistes et racistes.

---

<sup>21</sup> RGASPI 542/1/3, 10-11, Lettre du secrétariat du CEIC, M. N. Roy, Moscou, à Münzenberg, Berlin, 29 mai 1926 (citée également par Fredrik Petersson, « La Ligue anti-impérialiste ... »).

<sup>22</sup> Né à Arouca, à Trinidad, sous le nom de Malcolm Nurse, où il est journaliste puis migre aux États-Unis en 1924. Il fréquente les universités Fisk et Howard. En 1927, à peu près au moment où il rejoint le parti communiste américain, il adopte le pseudonyme « George Padmore ».

<sup>23</sup> Voir Holger Weiss, « Between Moscow and the African Atlantic. The Comintern Network of Negro Workers », *Monde(s)*, n°10, 2016, p. 89-108 et Holger Weiss « Framing Black Communist Labour Union Activism in the Atlantic World: James W. Ford and the Establishment of the International Trade Union Committee of Negro Workers, 1928–1931 » *International Review of Social History*, n°64, 2019, p. 249-278.

<sup>24</sup> Hoyer Weiss, « Transnational agitator and union activist : James W. Ford and the communist push into the Black Atlantic », in Laura Almagor, Haakon A. Ikonou and Gunvor Simonsen, *Global biographies : lived history as method*, Manchester, MUP, 2022.



James W. Ford (à gauche), Willi Münzenberg (au centre), and Garan Kouyaté (à droite) au 2<sup>e</sup> Congrès de *Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale*.

En parallèle à cette création de l'Internationale syndicale des travailleurs noirs, le Komintern créé également une sous-section au secrétariat oriental, le « bureau nègre », confié au britannique Robin Page Arnot.

Dans cette jonction des luttes et des organisations proches du Komintern, la coopération « entre le Comité de Hambourg et le Secours rouge international fut plus fructueuse », comme le rappelle avec force et conviction Corentin Lahu dans sa thèse sur le Secours rouge international. Il s'agit de mutualiser les initiatives : le *Secours Rouge International* tout comme la *Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale* se proposent d'accroître les actions en Afrique sub-saharienne. Toutefois, « la prise de pouvoir des nazis en Allemagne a mis fin à ce projet. La participation du Comité de Hambourg à la campagne mondiale de défense des Scottsboro Boys, organisée en 1931-1932 par le Secours rouge international et sa section américaine, *International Labor Defense*, a été plus efficace ».<sup>25</sup> Cette affaire concerne neuf jeunes garçons noirs arrêtés dans un train de marchandises en Alabama à Scottsboro. Ils sont accusés d'avoir violé deux femmes blanches dans leur train alors qu'ils cherchaient du travail et n'étaient pas dans les mêmes wagons. Leur procès expéditif composé d'un jury exclusivement de Blancs, les condamne à la peine capitale, sauf celui qui a 13 ans. L'International Labor Defense (ILD), branche américaine du Secours rouge international, mobilise fortement et participe à la remise en cause du système ségrégationniste américain.

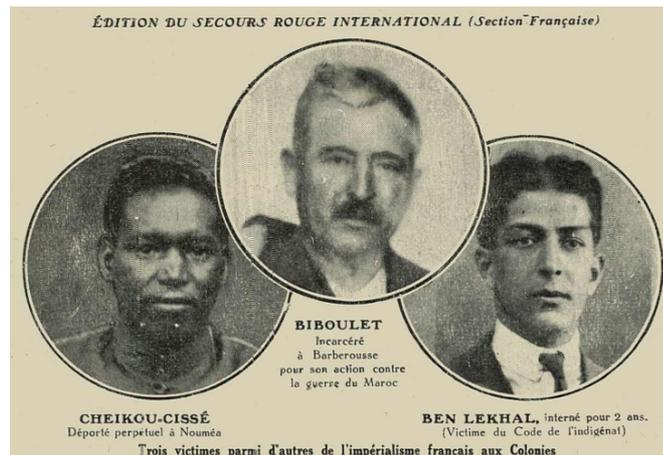
Le SRI, né en 1923, a permis de rencontrer l'Afrique ou de connecter le monde communiste aux sociétés africaines : d'abord pendant la Guerre du Rif, puis à Madagascar, en Afrique du Sud, avec cette affaire de Scottsboro, mais aussi pendant la Guerre d'Éthiopie.

Lors de la guerre du Rif, ce n'est pas uniquement le SRI qui est la manœuvre, mais l'ensemble du jeune parti communiste français. Ainsi les communistes, déclinant la fibre anti-

---

<sup>25</sup> Sur cette affaire voir Corentin Lahu, *Lutter contre la répression et organiser la solidarité ouvrière : du secours rouge international au secours populaire (1923-1945)*, thèse d'histoire contemporaine, Université de Bourgogne-Franche-Comté, soutenue le 9 décembre 2022 ; Nicole Bacharan, *Histoire des Noirs américains au XXe siècle*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1994 et plus récemment Lin Shi Khan et Tony Perez, *Scottsboro, Alabama: a Story in Linoleum Cuts*, New-York, New-York University Press, 2002, traduit en français *Scottsboro Alabama. De l'esclavage à la révolution*, Montreuil, L'Echappée, 2014.

impérialiste de l'Internationale communiste prennent en charge le combat anticolonial, peu assumé par le socialisme antérieur. Fin 1924, le PCF s'engage dans le soutien au chef rebelle marocain Abd-el-Krim, qui a pris les armes contre la double tutelle des Espagnols et des Français. En mai 1925, les communistes demandent aux soldats de fraterniser avec les Marocains, puis ils créent un très actif Comité central d'action contre la guerre du Rif, placé sous la responsabilité d'un jeune dirigeant du Pas-de-Calais, Maurice Thorez. Un mot d'ordre de grève est même lancé, sans grand succès, sauf dans les zones de force ouvrières de la région parisienne, du Nord, du Gard et des régions stéphanoise et lyonnaise.



Carte postale du SRI, 1927.



Affiche du SRI en arabe, « Ne nous oubliez pas ! Le secours rouge parmi les délaissés », 1925. AN, F/7/13106 (ANR Paprik@2F)

En mai 1929, c'est à Madagascar que le Secours rouge international (SRI) participe à la structuration du mouvement indépendantiste malgache<sup>26</sup>. Alors qu'une conférence sur le thème de l'accès à la citoyenneté française, dont sont privés les Malgaches, est interdite par les autorités aux indigènes, une manifestation dirigée par deux militants communistes originaires de métropole, Édouard Planque et François Vittori, s'élanche dans les rues. Les slogans fusent du cortège des 3 000 manifestants : « Liberté », « À bas l'indigénat », « Madagascar aux Malgaches » soulignant la prise de conscience nationale dans l'île<sup>27</sup>. Les deux dirigeants communistes sont inquiétés comme Paul Dussac et treize Malgaches : ils sont inculpés de rébellion. Pour les défendre le SRI envoie un avocat Robert Foissin : « le procès, qui se tient du 13 au 18 janvier 1930, prononce l'acquittement de Dussac et des manifestants indigènes, mais Vittori et Planque écopent respectivement de trois ans et demi et cinq ans et demi de prison – dont deux ans chacun pour outrages à la magistrature car ils ont chanté L'Internationale à la barre – ainsi que de 10 et 20 ans d'interdiction de séjour »<sup>28</sup>.

Robert Foissin, lors de ce son séjour à Madagascar, rencontre les principales figures du nationalisme malgache, en particulier Jean Ralaimongo. De ces rencontres et de la confiance entre ces hommes, une section du SRI est mise en place et dirigée par le socialiste Joseph Ravoahangy, rédacteur à *L'Opinion* et au *Réveil malgache*. Toutefois, Ravoahangy et Ralaimongo sont placés en résidence surveillée et la direction du SRI malgache est confiée à Paul Dussac. Face aux succès du SRI, la répression s'abat et de nombreux militants sont inquiétés comme Razafindrakoto, secrétaire du SRI à Tananarive, qui est arrêté et incarcéré en 1933.

Malgré sa dissolution en 1934, le SRI a joué « un rôle majeur au début des années 1930 dans la structuration et dans la pénétration des idées communistes et indépendantistes au sein du mouvement national malgache ». Ainsi le SRI, « poursuit son activité, après 1934, comme société secrète, du moins en pays betsileo » (Francis Kœrner)<sup>29</sup>.

Paul Dussac fonde en 1936 le PC Malgache que rejoignent la plupart des militants passés par le Secours rouge.

Au cours de l'année 1931, le SRI fonde une section en Afrique du sud. Albert Nzula évoque les principales réalisations de cette section lors du Congrès mondial du SRI en novembre 1932 : « en l'espace de six mois, c'est-à-dire de février à juillet 1931, nous avons été en mesure d'organiser 500 membres individuels au sein du SRI, ainsi que d'obtenir l'affiliation des syndicats révolutionnaires et de certains syndicats réformistes en Afrique du Sud. (...) Nous avons également participé à certaines campagnes internationales, comme la manifestation contre l'exécution de Baghat Singh, le terroriste indien, et aussi dans le cas des prisonniers de Meerut, et récemment dans une large mesure dans la campagne de Scottsboro ». L'ensemble des campagnes mentionnées participent à cet internationalisme revendiqué par le Komintern, mais invite aussi le délégué à souligner comment fonctionne cette connexion kominternienne « je dois souligner, comme les autres camarades l'ont fait ce soir, que les camarades des pays métropolitains, en Angleterre et en France, peuvent faire beaucoup pour aider les travailleurs noirs en Afrique, car ils ont beaucoup plus de possibilités et d'expérience. Ils ont aussi le droit élémentaire de se déplacer d'un pays à l'autre en Afrique.

---

<sup>26</sup> Voir Corentin Lahu, *thèse citée*, p. 575-582.

<sup>27</sup> Francis Koerner, « Le réveil nationaliste malgache. La manifestation du 19 mai 1929 », *Revue Historique*, t. 275, fasc. 1, n°557, janvier-mars 1986, p. 159-173.

<sup>28</sup> Corentin Lahu, *thèse citée*, p. 576.

<sup>29</sup> Francis Koerner, « Le Secours Rouge international et Madagascar (1930- 1934) », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, n°269, 1985, p. 440.

*Et ils peuvent en faire usage mieux que le travailleur noir en Afrique, qui se voit refuser le droit de circuler parce que ces passeports sont des choses qui le retiennent. Ils ne peuvent pas se déplacer sans ces passeports, ils maintiennent l'Africain isolé. Il est beaucoup plus facile de se rendre en Afrique depuis l'Europe que dans les différentes sections de l'Afrique en Afrique même. Et aujourd'hui, nous voyons ici une grande délégation de Noirs, non pas à cause du travail qui a été fait en Afrique du Sud, mais surtout grâce au syndicat international des travailleurs noirs qui opère en Europe. De ce fait, nos camarades doivent prendre conscience que, grâce à leur initiative, nous pourrions établir des contacts avec l'Afrique et ils doivent nous aider à cet égard »<sup>30</sup>.*

Au moment du Front populaire, c'est avec l'invasion en 1935 de l'Éthiopie par les troupes italiennes de Mussolini permet également au Komintern d'intervenir en Afrique, en particulier avec le Secours rouge où il « expérimente de nouvelles pratiques qu'il qualifie lui-même d'humanitaires »<sup>31</sup> pour venir en aide aux victimes de la guerre en Éthiopie : « un convoi sanitaire, comportant une ambulance, des médicaments et un infirmier, quitte alors la France et prend la direction d'Addis-Abeba pour appuyer la Croix-Rouge éthiopienne »<sup>32</sup>. Mais la victoire fasciste sonne le glas d'une présence communiste, qui entre en clandestinité. Cette période du Front populaire permet aussi à des inter-brigadistes africains, surtout du Maghreb, de quitter le sol africain pour aller combattre en Espagne, puis à partir de 1938-1939 d'accueillir des réfugiés.



*« Toute la presse parle des volontaires marocains dans les rangs des rebelles franquistes : moi personnellement je suis venu combattre avec les Brigades internationales, démontrant ainsi que tous les Arabes ne sont pas fascistes ».*  
Rabah Oussidhoum, chef du bataillon « Commune de Paris » tué lors de la bataille de Caspe en mars 1938.

Au-delà de ces actions, liées directement au Komintern et à ses organisations spécialisées, la connexion des sociétés africaines au monde communiste se réalise aussi par des écoles, la formation et les lectures : les transferts sont alors multiples afin de proposer un moule global de la culture communiste en Afrique ou selon les mots de Kevin Morgan « people mould »<sup>33</sup>.

<sup>30</sup> Discours d'Albert Nzula au Congrès mondial du Secours Rouge international, 18 novembre 1932. RGASPI, 539/1/13/136-41 (cité dans Apollon Davidson, Irina Filatova, Valentin Gorodnov, Sheridan Johns (eds.), *South Africa and the Communist International : a Documentary History Volume 2 : Bolshevik Fightsoldiers to Victims of Bolshevisation (1931-1939)*, London, Frank Cass, 2003, p. 63-65.

<sup>31</sup> Axelle Brodiez préfère employer le terme de « proto-humanitaire », qui n'implique pas la neutralité partisane propre à la définition plus traditionnelle de l'action humanitaire. Axelle Brodiez, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : de l'organisation de masse à l'association de solidarité, histoire d'engagements*, thèse de doctorat en histoire, Université Paris 8, 2004, p. 46-47.

<sup>32</sup> Corentin Lahu, *thèse citée*, p. 692.

<sup>33</sup> Kevin Morgan, Gildon Cohen and Andrew Flinn (editor), *Agents of the revolution : new biographical approaches to the history of international communism in the age of Lenin and Stalin*, Peter Lang, 2005.

## 2. Les écoles de formation et la presse spécialisée

Des militants ou étudiants de différents pays sont reçus dans des écoles centralisées du Komintern créées à Moscou dans les années 1920, notamment à l'École léniniste internationale (ELI) ou ouverte plus tôt à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient (KUTV) à Moscou pour les activistes des pays coloniaux : ils reçoivent une formation théorique et pratique avant de devenir des cadres du Komintern à l'échelle mondiale.

### 2.1 ELI et KUTV : deux universités de cadres politiques

Le Komintern a donc mis sur pied des écoles chargées de former des cadres là où il n'y avait pas de partis ouvriers préexistant aux organisations communistes, c'est à dire dans les pays coloniaux et dans espaces européens qui localisaient des minorités nationales. L'Université communiste des travailleurs de l'Orient ou Université d'Orient est située dans le centre de Moscou, près de la place Pouchkine de nos jours.

Les étudiants - plus de 1 000 à un moment donné - sont divisés en sections nationales et linguistiques, la principale division étant la section intérieure (soviétique) et la section extérieure (étrangère). L'une des plus importantes est la section chinoise... Les disciplines enseignées sont variées : matérialisme historique, économie politique, histoire du mouvement révolutionnaire et problèmes nationaux et coloniaux...

À partir de 1923, l'Université d'Orient passe sous la responsabilité directe du Komintern. C'est avec le V<sup>e</sup> Congrès de l'IC, qui met en place la bolchevisation des sections nationales de l'Internationale, que l'on prévoit de former les cadres du parti mondial. En mars 1925, Bela Kun, lors du cinquième Plenum du CEIC, précise qu'une école de cadres « de 50 à 70 élèves [...] ne sera(it) pas un simple établissement pédagogique. Des militants assez développés, des dirigeants ayant une certaine expérience et une certaine préparation théorique s'y rassembleront sous la direction de camarades compétents [...] »<sup>34</sup>. L'ELI ouvre en mai 1926, mais ne prend véritablement son envol qu'en octobre. C'est donc au moment où l'on commence à figer le dogme, le marxisme-léninisme que l'ELI voit le jour. Dès lors, on comprend mieux le rôle de contrôle des cadres : l'ELI permet d'asseoir l'hégémonie du PCUS sur l'IC et d'ancrer le principe de fidélité chez les élèves qui deviennent ensuite des cadres professionnels aguerris et disciplinés, forgés dans le moule stalinien.

Comme le mentionne Irina Filatova « les étudiants des pays africains, noirs et blancs, rejoignaient généralement la KUTV, mais certains, également noirs et blancs, étudiaient à l'ELI ». Au total pour l'Afrique, seule la liste des étudiants venus d'Afrique du Sud, peut être reconstituée à partir des archives, pour les autres pays, les listes sont incomplètes. En 1928, James La Guma informe que le Komintern alloue dix places à l'Université d'Orient aux Sud-Africains. La direction du PCSA propose d'envoyer trois camarades - Gomas, Ndobé et Thibedi - d'autres suivront.

Ainsi, c'est une petite quinzaine d'étudiants d'Afrique du sud qui fréquente ces écoles :

Liste des étudiants sud-africains à Moscou (ELI ou KUVT) :

William Kalk (alias Victor Brown ou N. Brown)

Victor Danchin (alias William Johns)

Molly Wolton (Molly Gordon)

---

<sup>34</sup> *La Correspondance Internationale*, 1925, p. 255.

Albert Nzula (Tom Jackson)  
Moses Kotane (James Warren)  
Edwin Mofutsanyana (Greenwood)  
John Marks (Max Raymond)  
Nikin Sobia (Jack Hilton)  
Johannes Moses Beyers (Henry)  
Josie Palmer or Mpama (Beatrice Henderson)  
Lazar Bach (Jakov Yuzhin ou Jacob Eugene)  
Maurice Richter (Marian Bicher)  
Paul Richter (Matvei Yugov)  
Bettie Du Toit (Mary Davidson)

D'autre part, les sections africaines de l'Université d'Orient, étaient en liaisons étroites avec le secrétariat des pays orientaux et le secrétariat anglo-américain du CEIC. Après les défaites de la Révolution mondiale, il faut former des cadres révolutionnaires qui à l'image des bolcheviks doivent constituer une avant-garde révolutionnaire efficace. Ces écoles reçoivent les étudiants des sections nationales de manière clandestine car « la peur des rouges » est bien ancrée dans les sociétés capitalistes : les élèves voyagent donc avec des faux papiers. Outre les cours théoriques, les étudiants ont aussi des travaux pratiques<sup>35</sup>.

Plusieurs articles récents retracent le quotidien de ces élèves à Moscou, évoquant le « racisme ambiant » : ainsi, en 1932 et 1933 plusieurs enquêtes du CEIC ont été menées afin de bannir de telles pratiques, au sein des promotions étudiantes et de l'Université. Manouilsky, en personne, alors à la tête du Komintern, rencontre les étudiants africains et noirs américains exposer leurs doléances, comme l'a souligné Woodford McClellan<sup>36</sup>. Lors de cette rencontre, Jomo Kenyatta évoque aussi l'image du Noir dans la société russe ou même la culture théâtrale<sup>37</sup>.

*A contrario*, dans les mémoires de Harry Haywood, le dirigeant relate cette anecdote qui permet de saisir la complexité des regards et de la réalité sociale et culturelle : « *Pendant mon séjour en Union soviétique, je n'ai rencontré qu'un seul incident d'hostilité raciale. C'était dans un tramway de Moscou. Plusieurs d'entre nous, étudiants noirs, étaient montés dans le wagon pour aller passer une soirée avec notre ami MacCloud. C'était après l'heure de pointe et le wagon n'était rempli qu'à moitié de passagers russes. Comme d'habitude, nous étions l'objet d'une curiosité amicale. À un arrêt, un Russe ivre est monté à bord en titubant. En nous voyant, il a prononcé (mais assez fort pour que tout le wagon l'entende) quelque chose à propos de "diabes noirs dans notre pays !". Un groupe de passagers russes outrés l'ont saisi et ont ordonné au conducteur d'arrêter le véhicule. C'était une arrestation citoyenne, la première à laquelle j'ai assisté. "Comment osez-vous, ordures, insulter des gens qui sont les invités de notre pays !" (...) En fait, nous avons eu pitié de ce pauvre homme et nous avons accepté ses*

---

<sup>35</sup> Jean Vigreux et Serge Wolikow, « L'école léniniste internationale de Moscou : une pépinière de cadres communistes », dans Les écoles des partis ouvriers au XX<sup>e</sup> siècle, *Cahiers d'Histoire, revue d'histoire critique*, n°79, 2000, p. 45-56 ; Woodford McClellan, "Africans and Black Americans in the Comintern Schools, 1925-1934", *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 26, n°2, 1993, p. 371-390 ; Irina Filatova, "Indoctrination or Scholarship ? Education of Africans at the Communist University of the Toilers of the East in the Soviet Union, 1923-1937", *Paedagogica Historica*, Vol. 35, no. 1, 1999, p. 41-66.

<sup>36</sup> Woodford McClellan, "Africans and Black Americans in the Comintern Schools" ... art.cit., p. 381.

<sup>37</sup> Ibid. et RGASPI 532/1/441, 1.

*excuses. Nous ne voulions pas insister sur l'affaire. "Non", a dit le commandant, "nous allons le garder pour la nuit. Peut-être que cela lui servira de leçon »*<sup>38</sup>.

Le dernier problème rencontré par une étudiante africaine est celui de Josie Mpama qui lors du 7<sup>e</sup> Congrès de l'IC prononce un discours qui choque l'auditoire. N'ayant pas intégré la nouvelle ligne de Front populaire<sup>39</sup>, elle développe dans son intervention l'idée forgée depuis quelques années de la mise en place d'une République indigène indépendante, et non celle d'un large front populaire... Cette affaire a eu des conséquences tragiques car plusieurs de ses camarades sont arrêtés et même fusillés selon Irina Filatova<sup>40</sup>.

Outre les militants d'Afrique du Sud, l'École d'Orient a accueilli au moins une quinzaine de militants venus d'Algérie selon un dépouillement du Dictionnaire des Kominterniens ou Maitron ; le plus important d'entre eux sera le premier secrétaire du PCA : « Ben Ali Boukort (...) [qui] passe plus d'un an entre 1932 et 1934 à l'École d'Orient à Moscou. Logé dans une chambre, il regrette de n'avoir été en contact avec la vie soviétique qu'à l'occasion d'événements tels que les fêtes d'anniversaire de la Révolution d'octobre et du 1er mai. Il raconte les passages « fugitifs » dans les usines, les écoles, les centres sociaux, les kolkhozes, les sovkhozes ou les champs pétroliers... »<sup>41</sup>. De retour en avril 1934 en Algérie, il est nommé secrétaire de la Région du parti communiste et directeur du journal *La lutte sociale*. Pourchassé par les autorités, il est arrêté en octobre 1934, emprisonné à Barberousse, puis assigné à résidence début 1935 dans la localité de Béni Abbès (Sahara) pour s'être rendu coupable d'actes « d'hostilité contre la souveraineté de la France sous forme de propagande tendant à l'indépendance de l'Algérie » (arrêté du 25 janvier 1935). Présenté à toutes les élections du Front populaire, il n'est seulement libéré qu'en mai 1936 et entre au conseil municipal d'Alger. En octobre 1936, il devient le premier secrétaire du PCA, réélu au 2<sup>e</sup> congrès du Parti communiste algérien en décembre 1937 reste à la tête du parti jusqu'à sa dissolution en 1939.



Ben Ali Boukort

---

<sup>38</sup> Harry Haywood, *The Black Bolshevik. Autobiography of an Afro-American Communist*, Liberator Press, 1978, p. 171.

<sup>39</sup> RGASPI 532/1/174, 26-27.

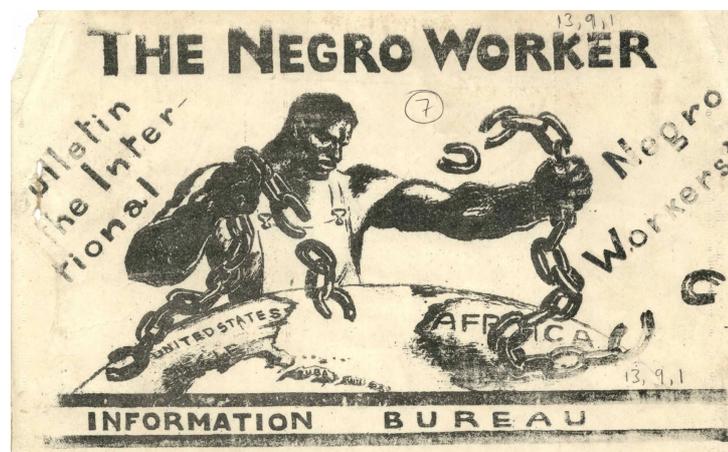
<sup>40</sup> Irina Filatova, "Indoctrination or Scholarship ?" art. cit., p. 41-66

<sup>41</sup> Benali Boukortt, *Le Souffle Du Dahra, la résistance Algérienne de 1924 à 1962*, Paris, l'Harmattan, 2013 cité dans thèse Eloïse Dreure, *Moscou-Paris-Alger, naissance et affirmation du Parti communiste algérien, 1920-1945*, soutenue le 30 septembre 2022, p. 264.

Les écoles du Komintern laissent une forte empreinte sur les futurs cadres du parti mondial ou de ses sections nationales ; c'est une initiative originale qui permet au Komintern de former les permanents de ses sections nationales ou de ses organisations auxiliaires, en les armant pour le combat politique.

## 2.2 *The Negro Worker*, un exemple de luttes transnationales anticoloniales

Entre 1928 et 1937, *The International Negro Workers' Review* est publiée dans les deux langues de l'impérialisme : l'anglais et le français (*La revue internationale du travailleur noir*). Puis il devient en mars 1931 *The Negro Worker* ou en français (*Le Travailleur noir*).



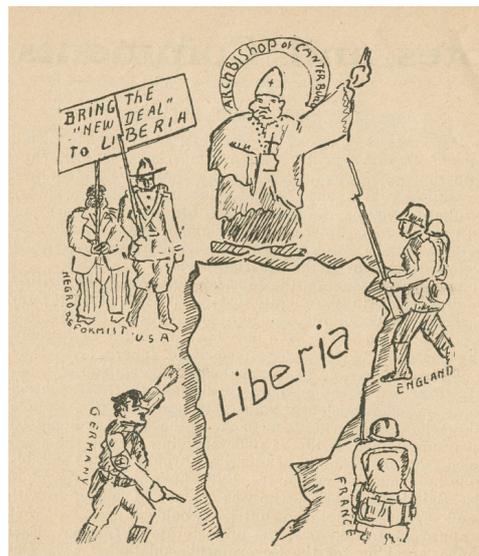
Entête du *Negro Worker*, août-septembre 1928.

Ce journal est lié au Comité syndical international des travailleurs noirs (CSI-NW ou ITU-CNW), on peut même dire que c'est l'organe du **Comité syndicaliste international des travailleurs noirs** (présidé par George Padmore).<sup>42</sup> Il recense l'ensemble des luttes en Afrique élargissant de fait l'horizon du Komintern au Congo ou au Mozambique en passant par l'Afrique du Sud. Parmi les nombreux articles, je retiendrai celui sur l'esclavage au Mozambique, où James W. Ford, présente la révision du traité ou Convention du Mozambique, entre le Portugal et l'Union d'Afrique du Sud datant de 1909 qui est révisé en 1928. Il s'agit de nouvelles négociations ouvertes entre les deux gouvernements concernant « *le recrutement supplémentaire de main-d'œuvre indigène en Afrique orientale portugaise. La caractéristique essentielle de cette convention et des nouveaux accords est le trafic d'esclaves par le Portugal et l'asservissement de la main-d'œuvre indigène (confinement dans des camps) par les propriétaires de mines de l'Union sud-africaine* ». Surtout, comme le mentionne Ford, « *la convention légalise en fait la servitude humaine et l'esclavage des Nègres d'Afrique de l'Est et le seul moyen efficace dont disposent les indigènes pour combattre ce mal est de lutter pour l'organisation en syndicats des 100.000 travailleurs ou plus qui sont déjà occupés dans la région minière* ». Il exige que l'on abolisse les « *compounds (prisons ou*

<sup>42</sup> On peut le voir en ligne sur : <https://sismo.inha.fr/s/en/journal/264061> ou <https://www.marxists.org/history/international/comintern/negro-worker/index.htm>

quartiers d'esclaves) » que l'on obtienne « l'établissement de logements convenables, des protections sanitaires adéquates et des salaires plus élevés ». Son article se termine par cette adresse : « Il faut protester contre le traité de Mozambique et lancer un mouvement pour son abolition. Cela devrait être fait en particulier en Afrique du Sud, où les travailleurs ont un certain degré d'organisation »<sup>43</sup>.

Si la portée reste limitée, il n'en demeure pas moins que cela souligne les combats du Comité syndical international des travailleurs noirs. D'autre part, la revue peut défendre aussi le Libéria, face aux impérialismes de tout genre, en témoigne l'article « Imperialist enslavements of Liberia » (« Les asservissements impérialistes du Liberia ») accompagné par un dessin explicite qui montre les forces en présence (États-Unis, Allemagne nazie, Angleterre, France et l'archevêque de Canterbury) :



Au-delà de la presse et des écoles de formation, le Komintern peut aussi compter sur ses sections nationales.

### 3. Partis africains, acteurs et mobilisations au temps du Komintern

#### 3.1 Des partis coloniaux ou des partis émancipateurs : entre « chauvinisme blanc » et fraternité des peuples ?

Si le Komintern compte 65 partis affiliés en 1935 ou sections nationales du Parti mondial, peu sont en Afrique, d'autant plus que des sections liées aux métropoles européennes en particulier la France, avec le PC en Algérie (branche de la SFIC, puis à partir de 1936 un PCA toujours lié à la métropole comme l'a très bien mis en évidence Eloïse Dreure ; la SFIC en Tunisie, puis un PCT en 1934), mais aussi un parti communiste en Égypte et un parti

<sup>43</sup> "The Mozambique Convention (Slave Traffic in 1928)", by T.W. Ford, *The Negro Worker*, August-september 1928, p. 15-16.

communiste en République d'Afrique du sud né en 1921. Toutefois d'autres organisations du Komintern existent ou interviennent en Afrique comme le Profintern (Internationale syndicale rouge) ou le Secours Rouge international (SRI) comme ce fut souligné auparavant.

L'histoire de ces différents partis révèle des situations coloniales variées et des liens de plus en plus affirmés avec le centre : c'est le contrôle accru de l'IC et de l'URSS qui se manifeste. Pour les PC au Maghreb, le contrôle est double car le poids de la métropole reste primordial.

En étudiant le parti communiste en Algérie de 1920 à 1939, Eloïse Dreure souligne bien la difficulté du processus d'autonomisation, liée à un contrôle important de la SFIC et Paris, mais aussi aux rapports avec Moscou dans des périodes singulières comme la bolchévisation ou le Front populaire. Le contrôle du parti français sur ses fédérations héritées de la SFIO, puis de sa région algérienne « passe par l'envoi de délégués porteurs de consignes et auteurs de rapports ». Ce contrôle se fait également par la mise en place d'une commission coloniale centrale., afin de de « faire appliquer les décisions de l'IC ».

Le rapport des communistes avec les nationalistes et leur place dans ce qui constitue les prémices du mouvement de libération nationale est également souligné, mais révèle les contradictions à l'œuvre. Comprendre l'expérience communiste en territoire colonial souligne non seulement le poids de la répression omniprésente, mais aussi l'impossible dépassement de la barrière coloniale : le « parti internationaliste [est] traversé par des cultures différentes fondées sur des barrières de "classe" et/ou de "race" »<sup>44</sup>.

La première mention de cette barrière coloniale pour reprendre la formule de René Galissot se manifeste avec la motion de Sidi Bel Abbès : « *Pour ces motifs, la section de Sidi-Bel-Abbès estime que la libération du prolétariat indigène de l'Afrique du Nord ne sera le fruit que de la révolution métropolitaine et que le meilleur moyen "d'aider... tout mouvement libérateur" dans notre colonie n'est pas "d'abandonner" cette colonie comme il est dit dans la condition 2/9 ou 8/21 de l'adhésion à la IIIe internationale, mais au contraire d'y rester, à charge pour le Parti communiste d'y multiplier la propagande d'adhésion au syndicalisme, au communisme et à la coopération afin de créer dans tout le pays, un état d'esprit et une armature sociale qui pourront, peut-être, lorsque le communisme triomphera en France, faciliter son établissement en Afrique du Nord* » (Sidi-Bel-Abbès, 22 avril 1921).<sup>45</sup>

Quelques mois plus tard, en septembre 1922, le congrès des fédérations communistes de Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie), adopte une motion qui reprend celle de Sidi-Bel-Abbès. Il s'agit de dénoncer les mouvements nationalistes et surtout d'exiger que le Komintern consulte les militants européens avant de prendre une décision arguant de « l'ignorance » des « masses indigènes », de son « fanatisme religieux » et de « l'humiliation » dans laquelle vivraient alors les femmes « indigènes ». On mesure bien les contradictions à l'œuvre, même si le communiste tunisien Robert Louzon dénonce cette motion comme une « Honte » dans le *Bulletin communiste* de janvier 1923 et que le Komintern, lors de son 4<sup>e</sup> Congrès, par la voix de Léon Trotski fustige la « mentalité esclavagiste des communistes algériens »<sup>46</sup> et exige de leur part une nouvelle orientation. S'ensuit une crise au sein de la jeune SFIC en Algérie et de nombreux militants retournent à la SFIO. Cette crise révélatrice

---

<sup>44</sup> Eloïse Dreure, *Moscou-Paris-Alger, naissance et affirmation du Parti communiste algérien, 1920-1945*, thèse d'histoire contemporaine, 2022, p. 529.

<sup>45</sup> Eloïse Dreure, *thèse citée*, p. 9.

<sup>46</sup> Alain Ruscio, *Les communistes et l'Algérie : des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962*, Paris, La Découverte, 2019, p. 61.

du « chauvinisme blanc » en Algérie débouche sur une reprise en main avec la bolchevisation et la mise en place de la commission coloniale centrale.

Dès lors la composition du parti reflète ces tensions et la difficulté de s'implanter chez les « colonisés » : si l'apogée correspond au Front populaire, soulignant les différentes mobilisations à l'œuvre, la mise en sourdine de la ligne d'indépendance nationale marque alors une ambiguïté que révèle avec force le discours de Maurice Thorez lors de son voyage en Algérie en février 1939. Alors que le parti communiste est isolé après la fin du Front populaire et les répressions contre les grèves de novembre 1938, Thorez insiste sur le mot d'ordre de l'union entre la France et l'Algérie avec l'idée d'une « nation en formation », qui réfute l'existence d'une nation algérienne préexistante à l'occupation française. Cette contradiction marque durablement la culture politique du PCF, puis la signature du pacte germano-soviétique conduit à la dissolution des deux organisations... et l'Algérie accueillera pendant la guerre les députés communistes condamnés en 1940 et internés ensuite par le gouvernement de Vichy au bagne de Maison Carrée (les « vingt-sept députés du chemin de l'honneur »).

Outre cette histoire qui dépasse le cadre du Komintern, la libération de l'Algérie en novembre 1942, suivie de la libération des députés communistes en février 1943, avec « l'installation du CFLN et du GPRF donnent à l'Algérie une place particulière au sein de l'univers républicain et communiste ; révélant encore les contradictions d'une grande France jusqu'aux massacres de Sétif et Guelma en mai 1945 »<sup>47</sup>.

### Effectifs du parti communiste en Algérie (1920-1939)

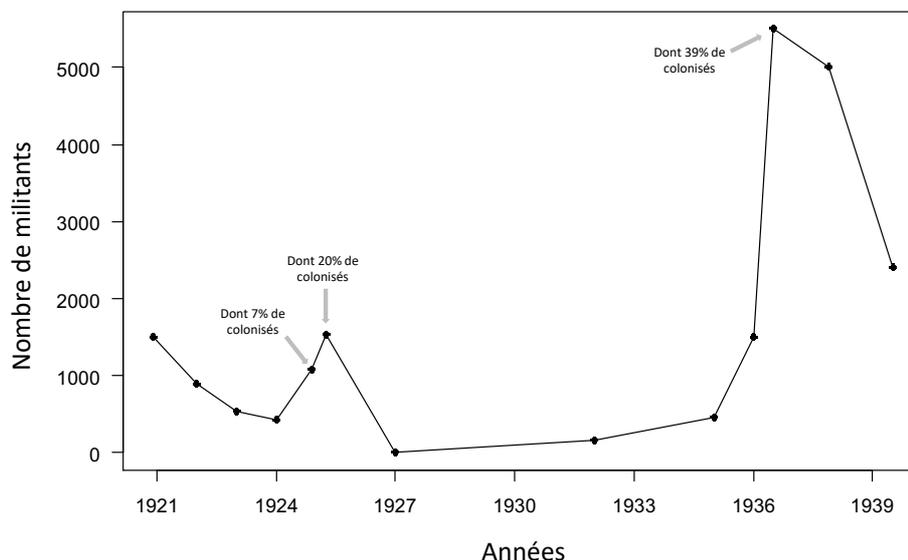


Tableau tiré de la thèse d'Eloïse Dreure, annexe 4, p. 599.

<sup>47</sup> Eloïse Dreure, *thèse citée*, p. 543.



Enfin en Afrique du sud, le parti communiste naît en 1921. Il est tenu au départ par des travailleurs blancs et regroupe 175 membres dans un pays de 7 millions d'habitants<sup>48</sup>. En 1922, lors de la révolte du Rand, le parti communiste sud-africain soutient avec force ce soulèvement armé de travailleurs blancs au sein du Witwatersrand, marqué par une identité nationaliste afrikaner ; d'aucuns réclament les « soviets pour les blancs » et n'hésitent pas à s'en prendre aux travailleurs noirs, ce que condamne le Komintern. C'est effectivement en Afrique du sud que la question du « chauvinisme blanc » atteint son paroxysme. Mais le parti reste assez autonome au cours des années 1920. Il faut attendre 1927-1928, pour que le Komintern envoie une résolution spécifique pour défendre et fonder une « une république indigène indépendante, comme étape vers un gouvernement ouvrier et paysan ».

Cette résolution précise l'importance de la « République indigène » ou « République noire » selon laquelle l'Afrique doit être dirigée par les noirs (cela concerne aussi le parti en

<sup>48</sup> Voir Alison Drew, "Communist Party of South Africa, 1921-1950", in Immanuel Ness (ed.), *International Encyclopedia of Revolution and Protest*, Blackwell Publishing, 2009, p. 831-835.

fonction du nombre d'adhérents du PC : plus de 1600 noirs sur 1750 adhérents). Il s'agit d'un tournant radical, qualifié de « gauchiste », mais en même temps nationaliste avec la volonté de créer « un État noir indépendant ». La thèse de la « république indigène » est réaffirmée en janvier 1929, avec un avenant promettant la protection des « minorités nationales ». Cette nouvelle ligne est présentée officiellement par Douglas Wolton lors de la neuvième conférence annuelle du parti communiste d'Afrique du Sud en décembre 1930. Sidney Percival Bunting, le co-fondateur du (SPAC) se rend à Moscou pour essayer d'infléchir la ligne en vain. Il est exclu en 1931. Ce dernier fait les frais d'une campagne virulente, caractérisée par des attaques personnelles et des accusations de « buntingisme » ou de « buveur de sang impérialiste ». Dès lors, l'ancienne direction du PCSA est évincée. Le rapprochement avec l'ANC se confirme et Albert T. Nzula devient dirigeant du parti. C'est le premier secrétaire noir du Parti communiste sud-africain, ancien instituteur et interprète dans un tribunal d'Afrique du Sud. Il entre à la KUTV en 1931<sup>49</sup>. Douglas Wolton écrit au CEIC un an après l'exclusion de Bunting que « *depuis l'expulsion de Bunting en septembre dernier, il a continuellement essayé d'utiliser les membres autochtones du Parti (très arriérés politiquement) pour poursuivre ses activités contre-révolutionnaires et avant que le Parti puisse prendre des mesures disciplinaires contre l'un des éléments de droite autochtones, une très large campagne d'information a dû être menée parmi les éléments arriérés du Parti* »<sup>50</sup>. Même Jimmy La Guma, qui était favorable à l'africanisation du parti, est exclu pour dénoncer la rigueur de ces mesures. La base syndicale du parti est largement détruite, avec des personnalités comme W. H. Bill Andrews et T. W. Thibedi qui s'éloignent. Douglas Wolton disparaît également en 1933 soulignant la déstabilisation du PCSA.

C'est seulement en mars 1936, que le Komintern trouve en solution lors d'une commission réunie à Moscou qui permet l'ascension de Moses Kotane (James Warren) à la tête du parti. L'accent est alors mis sur la construction de larges alliances correspondant à la stratégie du Front populaire. Le parti communiste retrouve des couleurs et récupère d'anciens cadres, comme Andrews. L'alliance avec l'ANC est à nouveau à l'ordre du jour, mais les syndicats blancs dominants refusent de soutenir tout mouvement en faveur des droits des Noirs, et le parti communiste sud-africain n'arrive pas à construire un Front populaire au-delà du clivage racial. Au sein des archives du Komintern, la biographie ou plutôt, l'autobiographie de Moses Kotane est riche d'enseignements et permet de comprendre cette histoire chaotique<sup>51</sup>:

« J'ai fait de l'auto-éducation en lisant des journaux et des revues bourgeoises, aucun des travaux de Marx ou de Lénine sauf à l'école Lénine, très peu aussi. Oui, j'ai une expérience du travail de propagande, mais pas beaucoup. Je connais l'anglais autant que pour me faire comprendre.

Vie politique.

Avant de rejoindre le PC, j'ai fait partie du Congrès national africain (ANC) pendant un an, en tant que simple membre. Je l'ai quitté parce que je ne voyais pas son utilité, il n'avait pas de programme ou du moins je ne savais rien de son programme ou du travail

---

<sup>49</sup> Il y suit notamment les enseignements des professeurs Alexander Zusmanovich et I. I. Potekhin qui participent à la création d'une école africaine en URSS. Nzula est un bon étudiant et il est très vite intégré à leurs travaux. Sous le nom de Jackson (son pseudonyme), Nzula rédige avec Potekhin et Zusmanovich, l'ouvrage *Le mouvement de la classe ouvrière et le travail forcé en Afrique nègre* (1933). Nzula meurt d'ailleurs l'année suivant la publication du livre à Moscou dans des conditions non encore bien établies.

<sup>50</sup> Rapport au CEIC du 7 avril 1932, cité par Apollon Davidson, Irina Filatova, Valentin Gorodnov, Sheridan Johns (eds.), *South Africa and the Communist International, op. cit.*, p.22-23.

<sup>51</sup> RGASPI, 495/ 279/8/121-3 (Kotane). Original en anglais, que j'ai traduit.

qu'il faisait pour la cause des masses laborieuses et du peuple africain. À part le Congrès national africain, je n'étais membre d'aucune autre organisation. J'ai adhéré au parti communiste le 22 février 1929 à partir du Syndicat rouge que j'avais rejoint en 1928, recommandé au parti par Nzula et Baker. Je n'ai jamais abandonné le Parti. (...)  
J'étais dans la fraction du Parti en 1930 - contre le groupe Bunting, bien que je ne sois pas l'un des leaders. Le groupe Bunting ne s'intéressait pas aux syndicats et ne voulait pas de Noirs dans la direction, ils étaient considérés comme des espions ou des chercheurs d'emploi - et il est allé jusqu'à dire que les Noirs étaient des "détourneurs de fonds" ».

Dans l'emprise britannique en Afrique, en particulier en Égypte après la Première Guerre mondiale, la situation est quelque peu différente. En 1921, naît un parti socialiste qui devient rapidement communiste<sup>52</sup>. La plupart des dirigeants, dont l'avocat syrien Antun Marun sont en prison et le parti est composé essentiellement « d'intellectuels et fonctionnaire d'origine européenne et non musulmane (juifs surtout, grecs, arméniens, italiens, etc.) ». A côté se développe un syndicalisme puissant sous le nom de Confédération Générale du Travail (CGT), dirigé par le docteur Skouphopoulos dirigeant radical des syndicats ouvriers de Suez. Face à cette situation, le monde britannique réagit fortement et la police est formée pour surveiller et réprimer toute activité considérée comme « bolchevique ». Peu après, le parti est dirigé Mahmoud Hosnî al-'Urabi, un avocat égyptien avec Mantun et Rosenthal. Al-'Urabi est délégué au 4<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste met en œuvre les conditions qui lui avaient été imposées pour entrer au Komintern : « le parti est connu sous le nom de Parti Communiste d'Égypte (PCE), un programme d'action parmi les paysans fut élaboré ». Toutefois, cette reprise en main choque des dirigeants historiques, comme Rosenthal qui est exclu, et le PC subit les répressions et n'arrive pas à concurrencer le puissant mouvement nationaliste le Wafd de Saad Zaghloul Pacha, chef de file du nationalisme. Ce dernier a su s'approprier les principes de Wilson pour réclamer l'indépendance. En 1922, à la suite du développement du nationalisme égyptien et du rapport de la mission Milner de 1920 l'indépendance est reconnue, avec quelques réserves concernant la défense, les affaires étrangères et le droit d'entretenir des troupes. Le wafd est devenu un véritable parti politique qui s'oppose au palais royal égyptien et cet antagonisme est utilisé par les Anglais, ce qui ne laisse plus de place au PC Égyptien, qui est de surcroît largement surveillé et réprimé. Il devient quasi clandestin à partir de 1924 et ne participe que sporadiquement au mouvement ouvrier égyptien.

Si un travail complet sur les partis communistes africains reste à faire — même si cela concerne surtout l'après Komintern avec le Kominform, la guerre froide et la décolonisation — il ne faut pas négliger non plus les militants migrants venus en métropole. Par exemple, la jeune section française de l'internationale communiste (SFIC) en France, participe activement à la création – l'Union inter-coloniale (UIC) aux lendemains de la Première Guerre mondiale. L'UCI émane « de sujets coloniaux de métropole et non des communistes européens », comme le rappelle Michael Goebel<sup>53</sup>. Au départ, ce groupe qui compte environ 200 membres

---

<sup>52</sup> Voir Zachary Lockman, « La gauche et le mouvement ouvrier au début des années 1920 » dans « Les Gauches en Égypte (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, n°105-106, 2008, p. 65-83 (traduction Didier Monciaud).

<sup>53</sup> Michael Goebel, *Paris, capitale du Tiers-monde : comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, Paris, La Découverte, 2017.

est composé d'Antillais, puis d'Indochinois dirigés par Ho Chi Minh, puis enfin dirigé à partir de 1924 par l'Algérien, Hadjali Abdelkader. Dès avril 1922, elle publie *Le Paria* : trente-six numéros du *Paria* sortent entre 1922 et 1926 (tirant entre 2000 et 4000 exemplaires). Ainsi un aller/retour métropole, voire Moscou Afrique doit être pris en compte. Dans cette optique, Paris est depuis la fin de la Première Guerre mondiale est le lieu où se rencontrent et « s'organisent de nombreux militants de l'anticolonialisme ».

### 3.2 Du communisme au panafricanisme et/ou au nationalisme

Au-delà des organisations ou des structures liées au Komintern, cette histoire connectée est surtout celles de femmes et d'hommes, les militants ou cadres communistes. Les itinéraires singuliers ou collectifs sont nombreux et rejoignent un autre acteur de l'émancipation, celui du panafricanisme ou du nationalisme.

Face à la stalinisation du Komintern, faisant de fait du parti mondial de la Révolution une coquille vide ou plutôt un organe de la propagande du parti Etat qu'est l'URSS, nombreux sont les communistes africains ou en Afrique à suivre les voies du panafricanisme ou du nationalisme. Ainsi, en dépassant les contradictions internationalisme/question nationale, de nombreux militants ont forgé une culture nouvelle conduisant à la rupture avec le communisme : sous forme volontaire dans une logique de dépassement, ou involontaire en subissant l'exclusion. Il en est ainsi de l'Étoile Nord-africaine (ENA) qui naît au sein de la SFIC en métropole. Dès son origine, l'ENA met l'indépendance de l'Algérie à son programme. Elle rompt avec le PCF lorsque les nationalistes considèrent que le parti communiste abandonne la lutte pour l'indépendance au moment du Front populaire. Elle poursuit alors cette ligne d'indépendance en diffusant un discours nationaliste.<sup>54</sup>

Ailleurs, c'est le panafricanisme qui remplace le communisme. Au cœur de ce débat, les itinéraires croisés de Tiemoko Garan Kouyaté et Lamine Senghor éclairent les enjeux à l'œuvre. Tiemoko Garan Kouyaté est né au Mali à Ségou en 1902. Sa notice biographique du Maitron rappelle qu'il est « fils d'un fonctionnaire, il fréquente l'école William-Ponty, à Gorée au Sénégal »<sup>55</sup>. Instituteur de 1921 à 1923, en Côte-d'Ivoire, il arrive en métropole à cette date pour poursuivre ses études. Il est exclu de son école d'Aix-en-Provence en 1926 « pour propagande communiste ». Il arrive alors à Paris, fréquente les cours à la Sorbonne et fait surtout la rencontre de Lamine Senghor. Kouyaté adhère à la jeune SFIC et au Comité de Défense de la Race Nègre de Lamine Senghor. Lamine Senghor, selon les mots de Philippe Dewitte, « fut avant tout un ancien tirailleur révolté par les excès de la colonisation, déçu par les promesses non tenues, un militant pour la justice et l'égalité qui se radicalisa au contact des communistes »<sup>56</sup>. C'est ainsi qu'il participe en février 1927, au 1<sup>er</sup> congrès de la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme où il déclare « l'oppression impérialiste que nous appelons colonisation et que vous appelez impérialisme ici, c'est la même chose, camarades, tout cela n'est que du capitalisme ». Quelques semaines après ce congrès de Bruxelles, le 6 mars 1927, avec la fraction communiste du Comité de la défense de la race

---

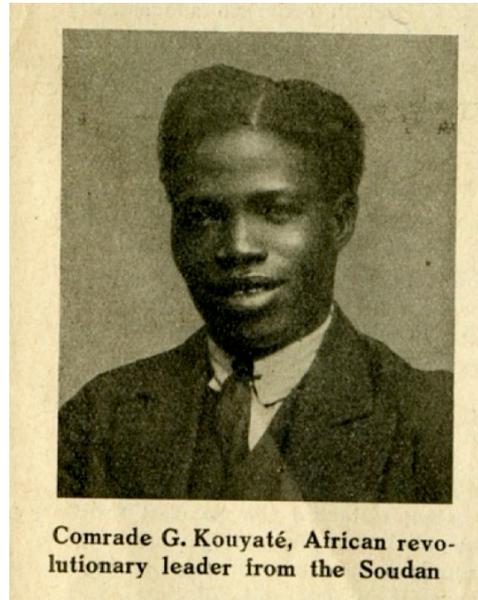
54 Benjamin Stora, *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens, 1926-1954. Étoile nord-africaine. Parti du peuple algérien. Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques*, préface de Mohammed Harbi, Paris, L'Harmattan, 1985.

55 <https://maitron.fr/spip.php?article173285>

56 Philippe Dewitte, *Les mouvements nègres en France 1919-1939*, Paris, L'Harmattan, 1985.

nègre, Lamine Senghor fonde la Ligue de défense de la race nègre. Il publie alors, avec une préface de Vaillant-Couturier, au Bureau d'éditions, une plaquette *La Violation d'un pays*.<sup>57</sup>

Malade, peu de temps avant sa mort, Lamine Senghor abandonne la Ligue, au profit de Kouyaté. Pour vivre, Kouyaté était devenu comptable chez Hachette et mena également d'autres activités comme celle de figurant dans des spectacles au Casino de Paris. Il rencontre Joséphine Baker qu'il essaye de rallier, en vain à ses convictions communistes antiracistes. Au sein de la Ligue, il promeut « un vaste État continental africain ».



En 1929, il est délégué au congrès anti-impérialiste de Francfort où sont également présents Jomo Kenyata, James W. Ford et George Padmore. Défendant la création de partis communistes dans les colonies africaines, Kouyaté est repéré par le Komintern qui l'associe à l'Internationale syndicale des travailleurs noirs (International Trade Union Committee of Negro Workers-ITUCNW) où il représente l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française. Dans cette optique, il tente d'organiser les dockers africains, mais rencontre l'hostilité de la CGTU qui défend « l'unité de la classe ouvrière ». Kouyaté accepte de céder au nom de l'intérêt de classe. Il est condamné puis emprisonné pour avoir organisé une manifestation de marins africains à Marseille. Repéré par le Komintern, il est alors envoyé au 5<sup>e</sup> congrès mondial des syndicats. Comme le mentionne sa notice du Maitron, il est violemment pris à partie par l'extrême-droite, en particulier par François Coty dans son ouvrage, *Contre le communisme, sauvons nos colonies ! Le péril rouge en pays noir*.

En janvier 1931, Ligue de Défense de la Race nègre connaît une crise et Kouyaté rassemble les plus radicaux au sein de l'Union des Travailleurs Nègres dont l'organe *Le Cri des Nègres* est soutenu par Padmore à Moscou. Cette Union participe à la contre exposition anti-impérialiste de 1931, face à l'Exposition coloniale de Vincennes. À partir de ce moment, Kouyaté est secondé par le Malgache Ramananjato, avec qui il essaye en vain de constituer à l'été 1933, une Fédération des organisations des coloniaux en France. Entre temps, Kouyaté avait pris contact avec Léopold Sedar Senghor, leader de l'association des étudiants ouest-africains, mais ces tentatives de rapprochement échouent<sup>58</sup>. Toutefois, lors de la période la plus sectaire du PCF, Kouyaté est exclu du parti et de l'Union des Travailleurs nègres en

<sup>57</sup> [https://pandor.u-bourgogne.fr/archives-en-ligne/ark:/62246/r2891zd30xpc9k/f1?context=ead::FRMSH021\\_00009\\_brb1846](https://pandor.u-bourgogne.fr/archives-en-ligne/ark:/62246/r2891zd30xpc9k/f1?context=ead::FRMSH021_00009_brb1846)

<sup>58</sup> Brent Hayes Edwards, *The Practice of Diaspora, Literature, translation, and the rise of black internationalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2003, p. 265.

octobre 1933 : sa stratégie frontiste aux dépens de la stratégie « classe contre classe » explique cette exclusion. Dès lors Kouyaté fonde en 1934, une nouvelle organisation Solidarité coloniale qui œuvre pendant la période unitaire de Front populaire aux rapprochements, en particulier avec le « Comité de Défense d'Éthiopie », auquel s'adjoint l'Étoile Nord-Africaine de Messali Hadj. Kouyaté écrit des articles sur l'Éthiopie dans le journal de l'organisation, *El Ouma*, et participe avec Marcel Griaule à une tournée de conférences en région parisienne sur le même sujet. Il fonde en juillet 1936, le journal *Africa*, qui défend le Front populaire. Pendant la guerre, il est déporté à Mauthausen en Autriche et décède le 4 juillet 1944 « d'insuffisance cardiaque ».

## Conclusion

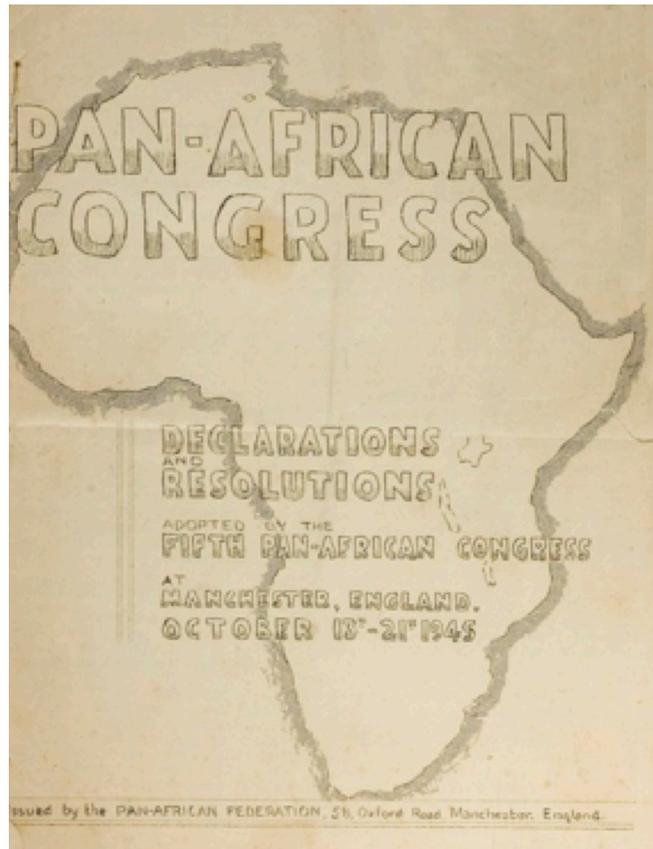
Ces rencontres inachevées entre le Komintern et les sociétés africaines naissent non seulement des lectures spécifiques d'une culture politique, mais aussi du poids de la répression. Si Philippe Dewitte a souligné « **l'ambiguïté fondamentale** » du Komintern « *qui consiste à parler de question nègre et à privilégier ainsi une hypothétique unicité du monde noir, tout en niant au nom de l'antiracisme une révolution culturelle nègre qui s'affirme chaque année un peu plus. La conscience de classe ne veut pas dire grand-chose à l'échelle d'un monde nègre parfaitement hétérogène, aussi tout le problème est de parvenir à concilier la lutte des classes et une solidarité raciale plus enthousiasmante, mais qui peut à tout moment dérapier vers le chauvinisme. L'IC ne parviendra jamais à résoudre de façon satisfaisante cette contradiction et devra se contenter de minimiser l'oppression raciale, qui est à la base de l'engagement militant des révolutionnaires nègres mais qui est aussi un dangereux facteur de division au sein de la classe ouvrière* »<sup>59</sup>. De fait, Philippe Dewitte souligne l'attrait pour le panafricanisme du Komintern, mais il néglige me semble-t-il le poids crucial des impérialismes qui au sein du monde colonial ont suivi très tôt une ligne radicale de lutte contre les rouges : le cordon sanitaire de 1919, s'est élargi à l'échelle mondiale en Afrique afin de préserver les Empires. Le danger, comme Albert Sarraut a su le verbaliser en 1927 avec sa formule « le communisme voilà l'ennemi ! », est pour l'ensemble des métropoles l'expression d'une lutte sans relâche contre l'implantation d'un courant lié de loin ou de près au Parti mondial de la Révolution.

Dans cette dynamique de soulèvement des peuples opprimés, la Fédération panafricaine née à Manchester au cours de l'année 1944, sous l'égide de Kwame Nkrumah et George Padmore, permet de faire le lien entre les jeunes générations et les anciens qui ont présidé les congrès panafricains avant la guerre comme William Edward Burghardt Du Bois. Dorénavant les courants internationalistes devront compter avec de nouveaux acteurs méfiants vis-à-vis des organisations européo-centrées ou marquées par un internationalisme de façade... Puis au cours de la Guerre froide, les partis communistes vont participer aux enjeux de l'émancipation nationale, avec différents leviers, comme la conférence de Bandung ou ce qui constituera plus tard la Tricontinentale. Au cours de la décolonisation, les PC reflourissent en Afrique et participent aussi au siècle des communismes.

Jean Vigreux

---

<sup>59</sup> Philippe Dewitte, *Les mouvements nègres en France 1919-1939*, Paris, L'Harmattan, 1985.



Éléments bibliographiques :

- Elise Abassade, *Militantes communistes en Tunisie (1921-1963)*, thèse en co-tutelle Paris 8 et Manouba (Tunis), soutenue le 27 novembre 2021.
- Laura Almagor, Haakon A. Ikononou and Gunvor Simonsen, *Global biographies : lived history as method*, Manchester, MUP, 2022
- Françoise Blum, Marco Di Maggio, Gabriele Siracusano, Serge Wolikow (dir.), *Les partis communistes occidentaux et l'Afrique, une histoire mineure ?*, Paris, Hémisphères Éditions, 2021.
- Apollon Davidson, Irina Filatova, Valentin Gorodnov, Sheridan Johns (eds.), *South Africa and the Communist International : a Documentary History Volume 1 et 2*, London, Frank Cass, 2003.
- Jonathan Derrick, *Africa's 'Agitators'. Militant Anti-Colonialism in Africa and the West, 1918-1939*, London, Hurst Publishers, 2008.
- Philippe Dewitte, *Les mouvements nègres en France 1919-1939*, Paris, L'Harmattan, 1985.
- Eloïse Dreure, *Moscou-Paris-Alger, naissance et affirmation du Parti communiste algérien (1920-1939)*, thèse, Université de Bourgogne, soutenue le 30 septembre 2022.
- Alison Drew, "Communist Party of South Africa, 1921-1950", in Immanuel Ness (ed.), *International Encyclopedia of Revolution and Protest*, Blackwell Publishing, 2009, p. 831-835.
- Romain Ducoulombier, Jean Vigreux (dir.), *Le PCF, un parti global (1919-1989) : approches transnationales et comparées*, Dijon, EUD, 2019.
- Sabine Dullin, Brigitte Studer, « Communisme + transnational. L'équation retrouvée de l'internationalisme au premier XX<sup>e</sup> siècle », *Monde(s)*, n°10, 2016.
- Michael Goebel, *Paris, capitale du Tiers-monde : comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, Paris, La Découverte, 2017.
- Hakim Adi, *Pan-Africanism and Communism: the Communist International, Africa and the Diaspora, 1919-1939*, Africa World Press, Trenton 2013.
- Hakim Adi, *Pan-Africanism: A History*, London, Bloomsbury, 2018.
- R.E. Kanet, The Comintern and the Negro Question: Communist Policy in the United States and Africa, 1921-41, *Survey*, 1973, n°4, p. 86-122.

Lin Shi Khan et Tony Perez, *Scottsboro, Alabama: a Story in Linoleum Cuts*, New-York, New-York University Press, 2002, traduit en français *Scottsboro Alabama. De l'esclavage à la révolution*, Montreuil, L'Echappée, 2014.

Francis Koerner, « Le réveil nationaliste malgache. La manifestation du 19 mai 1929 », *Revue Historique*, t. 275, fasc. 1, n°557, janvier-mars 1986, p. 159-173.

Corentin Lahu, *Lutter contre la répression et organiser la solidarité ouvrière : du secours rouge international au secours populaire (1923-1945)*, thèse d'histoire contemporaine, Université de Bourgogne-Franche-Comté, soutenue le 9 décembre 2022 .

Zachary Lockman, « La gauche et le mouvement ouvrier au début des années 1920 » dans « Les Gauches en Égypte (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup>siècles) », *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, n°105-106, 2008, p. 65-83

Woodford McClellan, « Africans and Black Americans in the Comintern Schools, 1925-1934 », *The International Journal of African Historical Studies*, 1996, p. 371-390.

Céline Marangé, « Le Komintern, le Parti communiste français et la cause de l'indépendance algérienne (1926-1930) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2016/3, n°131 [en ligne].

Mikhail Narinsky and Jürgen Rojahn (ed.), *Center and periphery. The history of the Comintern in the light of New Documents*, Amsterdam, IISH, 1996.

Fredrik Petersson, *Willi Münzenberg, the League Against Imperialism, and the Comintern, 1925-1933*, Lewiston, Edwin Mellen Press, 2013

John Riddell, *Workers of the World and Oppressed Peoples, Unite! Proceedings and Documents of the Second Congress, 1920*, New-York, Pathfinder Press, 1991.

Alain Ruscio, *Les communistes et l'Algérie, des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1960*, Paris, La Découverte, 2019.

Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie : 1920-1962*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976

Benjamin Stora, *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens, 1926-1954. Étoile nord-africaine. Parti du peuple algérien. Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques*, préface de Mohammed Harbi, Paris, L'Harmattan, 1985

Jean Suret-Canale, *Les Groupes d'études communistes (GEC) en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1994.

Sabine Trebinjac, « L'Université communiste des travailleurs de l'Orient à Moscou, une machine idéologique », dans Michel Espagne, Svetlana Gorshenina, Frantz Grenet, Shahin Mustaphayev, Claude Rapin (dir.), *Asie centrale. Transferts culturels le long de la Route de la soie*, Vendémiaire, Paris, 2016, pages 617-630.

Holger Weiss, *Framing a Radical African Atlantic. African American Agency, West African Intellectuals and the International Trade Union Committee of Negro Workers*, Leiden, Brill, 2014.

Holger Weiss "Framing Black Communist Labour Union Activism in the Atlantic World: James W. Ford and the Establishment of the International Trade Union Committee of Negro Workers, 1928–1931" *International Review of Social History*, n°64, 2019, p. 249-278.

Serge Wolikow, *L'internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Élvry-sur-Seine, ditions de l'Atelier, 2010.

**Outils** : DBMOF (ou Maitron), René Gallissot (coord.), *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, Paris, Les éditions ouvrières, 1978, ; René Gallissot, *Engagements sociaux et question nationale : De la colonisation à l'indépendance de 1830 à 1962. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier Maghreb*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2007 ; José Gotovitch et Mikhail Narinski [dir.], *Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, Paris, L'Atelier, 2001; Juliette Bessis, *Les Fondateurs. Index biographique des cadres syndicalistes de la Tunisie coloniale (1920-1956)*, Paris, L'Harmattan, 1985.